

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JACQUES LESOURNE

Les perspectives de l'économie mondiale d'ici la fin du siècle

Journal de la société statistique de Paris, tome 120, n° 2 (1979), p. 77-85

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1979__120_2_77_0

© Société de statistique de Paris, 1979, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II

COMMUNICATION

LES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE D'ICI LA FIN DU SIÈCLE

**(Communication faite le 19 octobre 1978
devant les Sociétés de Statistique de Paris et de France)**

Jacques LESOURNE

professeur au Conservatoire national des arts et métiers,
directeur du projet « O.C.D.E.-Interfuturs »

Cet article examine les perspectives de l'économie mondiale jusqu'à la fin du siècle. Après une description de quelques-uns des problèmes méthodologiques auxquels la prospective est confrontée dans ce domaine, sont analysées les différentes dimensions susceptibles de constituer une grille de lecture des évolutions à long terme de l'économie mondiale. Un certain nombre de scénarios sont alors introduits et discutés. Ces scénarios mettent en évidence un certain nombre de faits majeurs concernant soit les diverses zones mondiales, soit les principaux types d'échanges économiques.

This paper envisages the world economy prospects until the end of the century. After a description of some of the methodological problems which futurology is confronted with in this field, the various dimensions liable to make up a reading grid of long term changes of the world economy are studied. A number of scenarii are then introduced and discussed. These scenarii point out a number of major facts concerning either the various world zones or the main types of economic changes.

Dieser Artikel untersucht die Perspektiven der Weltwirtschaft bis zum Ende dieses Jahrhunderts. Nach einer Beschreibung denen diese Perspektive Rechnung tragen muss, werden die verschiedenen Probleme untersucht, denen eine solche Studie Rechnung tragen muss. Ihnen folgt eine Aufzählung der Anhaltspunkte, denen die Entwicklung der Untersuchung der Weltwirtschaft auf lange Zeiträume Rechnung tragen muss. Eine gewisse Anzahl von Scenarios wird angenommen und diskutiert. Diese Scenarios gehen von einer gewissen Anzahl von grundlegenden Tatsachen aus, die für gewisse Erdteile angenommen wird, andererseits aber gewissen Formen des Welthandels Rechnung tragen.

« D'ici là, le roi, l'âne ou moi seront morts. »

Ce vers de La Fontaine qui conclut une fable où un bateleur propose à un roi de revenir le voir dans trois ans en ayant appris à lire à l'âne qu'il lui a présenté, quelle cynique et grinçante devise pour les prospectivistes du monde entier ! Loin de les entraîner à l'aventure, elle devrait les ramener à la modestie en leur rappelant que l'étude de l'avenir autorise d'autant moins de fantaisie que cet avenir est incertain et à long terme.

Gardons donc présent à l'esprit cet alexandrin au seuil de ces réflexions sur les perspectives de l'économie mondiale à la fin du siècle. Réflexions qui n'exprimeront que le point de vue de leur auteur, mais qui s'inspireront de recherches menées à l'O.C.D.E. dans le cadre du projet INTERFUTURS.

C'est à la fin de 1975 que le Conseil de l'O.C.D.E. devait décider de lancer un projet de recherche d'une durée de trois ans sur « l'étude de l'évolution future des sociétés industrielles avancées en harmonie avec celle des pays en développement », projet rebaptisé INTERFUTURS pour plus de commodité. De par la volonté de ses créateurs, l'opération possédait d'emblée, par rapport à d'autres exercices de prospective, une triple caractéristique :

- Elle devait analyser simultanément les problèmes internes à long terme des pays développés (au niveau national et entre eux) et les relations entre ces pays et les pays en développement.
- Elle devait examiner comment les gouvernements des pays développés pourraient adapter leurs actions à court terme pour mieux les insérer dans une approche globale et à plus long terme des problèmes.
- L'opération était intergouvernementale, ce qui facilitait dans une certaine mesure les communications entre les administrations nationales et les équipes de recherche.

Il ne peut être question, dans les brèves limites des propos d'un soir, d'esquisser l'ensemble des résultats qui se dégagent actuellement (d'ailleurs, les documents disponibles sont, pour le moment, à l'usage exclusif des gouvernements). Il n'est pas exclu néanmoins de s'interroger sur les *dimensions* qui permettent d'analyser les perspectives futures de l'économie mondiale, de décrire brièvement quelques *scénarios* qui illustrent des évolutions possibles, de mettre en évidence, à titre d'exemple, quelques-uns des *faits* majeurs qui doivent être au centre de nos préoccupations. Quelques remarques introductrices sur la *méthodologie* choisie sont toutefois nécessaires pour faciliter la compréhension de la suite.

LA PROSPECTIVE MONDIALE : UNE MÉTHODOLOGIE DIFFICILE

Tout effort de prospective mondiale doit constamment chercher sa voie en évitant deux écueils :

- ou bien il se concentre sur la mise en évidence des *interdépendances*, mais il risque alors de ne pouvoir proposer qu'une vision trop simplifiée du monde dans laquelle les experts ne retrouvent pas leurs propres préoccupations,
- ou bien il se consacre à l'analyse de *problèmes spécifiques*, mais si le concret n'est jamais perdu de vue, il devient impossible d'aborder les difficultés provenant de relations entre les différents domaines.

Constatation qui entraîne, à notre avis, deux conséquences :

- Avant la phase de prospective proprement dite, une phase *préliminaire* est inévitable. Elle doit permettre une connaissance suffisante des questions qui se posent dans un domaine nécessairement très vaste, fourmillant de publications et de travaux : c'est en quelque sorte l'étape de construction de la base chère aux prospectivistes français. De nombreuses études de prospective mondiale ont souffert gravement de l'escamotage de cette phase.

- *L'analyse prospective* elle-même ne peut se limiter à des séries de calculs sur un modèle déterminé, aussi satisfaisant que soit ce modèle. Dans la construction des scénarios, doivent intervenir de manière convergente des éléments qualitatifs et quantitatifs provenant de sources différentes : autres modèles, études particulières, etc. Ces éléments enrichissent, expliquent, précisent (parfois corrigent) les données brutes des calculs. Décrire un scénario, c'est-à-dire dessiner, sous certaines hypothèses, une image du futur à un horizon donné et esquisser les cheminements qui permettent d'y parvenir, est faire *acte de jugement*. Tenter d'étayer ce jugement sur un faisceau de présomptions permet de prendre en compte simultanément le point de vue de l'interdépendance et celui de la dynamique propre des différents domaines. Ainsi, dans l'élaboration des scénarios d'INTERFUTURS, ont été prises en compte :

- des études *sectorielles* sur l'évolution à l'échelle du monde des principales branches industrielles,
- des analyses sur les *perspectives de développement du Tiers-monde* partant des problèmes des différents pays et des différentes régions,
- des réflexions sur *l'évolution des valeurs et l'émergence de nouvelles demandes* au sein des sociétés industrielles avancées,
- des *séries de calculs* effectuées sur différents modèles et principalement sur le modèle SARU construit par le ministère de l'Environnement du Royaume-Uni.

Dès lors, les scénarios peuvent jouer pleinement leur rôle d'organiseurs de la réflexion sans constituer d'ailleurs l'unique résultat de l'exercice.

LES DIMENSIONS DU FUTUR

Chaque groupe de prospective a sa propre grille de lecture du futur en fonction de sa mission, de sa composition, de la nature de l'organisation qui l'abrite. Pour explorer les transformations de l'économie mondiale sans éliminer les aspects politiques et sociaux, quatre dimensions sont apparues à INTERFUTURS comme le minimum inévitable :

- La première concerne les *relations entre les pays développés*. Elles peuvent évoluer, avec toutes les nuances intermédiaires, soit vers une libéralisation de plus en plus grande des échanges internationaux, soit vers la constitution de blocs plus ou moins fermés recourant à certaines formes de protectionnisme.

- La seconde porte sur les *relations entre sociétés industrielles avancées et pays en développement*, mais la nature de ces relations influence largement celles à l'intérieur du Tiers monde, tant est grand le poids des pays développés dans l'économie mondiale. Citons

quelques éventualités : l'intensification progressive des échanges (quoiqu'à des degrés différents selon les régions du Tiers monde), l'accroissement des divisions entre le Nord et le Sud, une fragmentation du Sud entre grandes zones établissant des relations étroites avec certaines zones du Nord.

● La troisième dimension est celle de la *dynamique interne propre aux sociétés développées*. Son objet? Permettre la description d'évolutions de ces sociétés qui diffèrent en profondeur et qui se manifestent sur le plan économique par des productions sociales distinctes quant à leur *composition* ou quant à leur *volume*. Dimension que l'analyse a conduit à dédoubler pour mieux traduire :

- d'une part, le phénomène *culturel* de l'apparition éventuelle de nouvelles *valeurs*, plus ou moins partagées par l'ensemble de la collectivité,
- d'autre part, le phénomène *social* de la capacité collective à organiser efficacement la croissance de la production sociale.

Phénomènes évidemment interdépendants, caractérisés en pratique par le choix *simultané* d'une hypothèse de *croissance de la productivité* et d'une hypothèse d'*évolution des valeurs*. A priori, quatre hypothèses extrêmes sont concevables :

1^o Les sociétés développées réussissent à maintenir un certain consensus autour des valeurs dominantes de l'après-guerre, privilégient la croissance économique au sens traditionnel du terme et acceptent les adaptations qu'elle implique. Dès lors, les taux de croissance de la productivité sont susceptibles d'évoluer en continuité avec les tendances du passé (du moins dans certains contextes internationaux).

2^o Les sociétés développées ne sont pas le siège de modifications des valeurs unanimement acceptées. Tandis que la croissance, le plein emploi, la stabilité des prix continuent à correspondre aux aspirations profondes d'un « centre majoritaire », de nombreuses minorités présentent des demandes nouvelles variées et contradictoires. Les conflits entre groupes sociaux s'exacerbent et freinent les adaptations. Simultanément (pour des raisons qui ne sont pas seulement nationales), la croissance économique se poursuit à un taux modeste sur une longue période.

3^o Des changements de valeurs rapides, notamment à l'égard du travail et de la composition des biens et services demandés, permettent aux sociétés développées de retrouver un consensus autour d'une croissance lente et d'un contenu différent du revenu national.

4^o Les observations des dernières années conduisent à se demander si la récession n'a pas freiné l'émergence de nouvelles demandes alors que la période de croissance les avait plutôt favorisées, du moins au cours de ces dernières années. D'où la conjecture qui constituerait une quatrième hypothèse; la reprise d'une croissance forte facilite à long terme l'évolution progressive des valeurs. La croissance soutenue engendre la « nouvelle » croissance.

● Quant à la quatrième dimension, elle porte sur la *dynamique interne propre aux différents groupes de sociétés en développement* et elle doit servir à traduire les stratégies susceptibles d'être choisies par les différents groupes de pays. Stratégies de croissance traditionnelle où l'industrialisation joue un grand rôle, stratégies réformistes où la recherche de la croissance s'accompagne d'efforts de redistribution des revenus, des patrimoines et des responsabilités, stratégies radicales où l'accent est mis sur la satisfaction des besoins humains de base ou sur l'autonomie par rapport à l'extérieur, etc.

Ces quatre dimensions constituent un cadre de référence relativement commode pour élaborer des scénarios suffisamment contrastés pour permettre de réfléchir à l'éventail des possibilités futures et suffisamment plausibles pour justifier une analyse.

QUELQUES SCÉNARIOS D'ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Il s'agit de combiner d'une manière vraisemblable des hypothèses relatives à chacune des quatre dimensions. Après de longues réflexions et par approximations successives, quatre types de scénarios ont été établis :

- un scénario de *forte croissance* dans les sociétés industrielles avancées,
- trois scénarios de *faible croissance* dans ces mêmes sociétés,
- un scénario d'*affrontement* Nord-Sud,
- enfin, un scénario de *fragmentation*.

• Le scénario de *forte croissance* admet une reprise de la croissance économique à un rythme soutenu dans les pays développés avec un consensus autour de valeurs qui ne sont pas modifiées substantiellement et une homogénéisation progressive des trois grands pôles économiques de l'O.C.D.E. qui se traduit notamment par la convergence de leurs productivités respectives vers la tendance à long terme de la productivité américaine. Il suppose aussi une coopération plus poussée entre ces trois pôles et une poursuite du mouvement de libéralisation de leurs échanges commerciaux. Il postule enfin une plus grande ouverture dans les relations économiques avec les pays en développement qui suppose selon les cas un renforcement substantiel de l'aide ou une libéralisation des exportations de produits manufacturés en provenance du « Sud ».

L'image macro-économique finale découlant de ce scénario se résume par quelques chiffres : un P.I.B. mondial multiplié par 3,4 en 25 ans, un P.I.B. mondial par habitant multiplié par 2,35, une croissance annuelle de l'O.C.D.E. de 4,3 %, un poids économique de l'O.C.D.E. dans le P.I.B. mondial qui passe de 62 à 54 %, et une part du Tiers monde (Chine comprise) qui s'élève de 22 à 30 %.

La réussite de ce scénario suppose deux conditions sur le plan interne, à savoir une reprise soutenue et durable de l'investissement, et la mise en place de politiques rendant socialement acceptable un ajustement structurel continu. Sur le plan international, elle implique par ailleurs une volonté effective de régulation concertée de la demande globale et la prise de conscience par les gouvernements de leurs responsabilités en matière d'énergie. Simultanément, il est souhaitable que soit significativement augmentée l'aide à la partie la plus pauvre du Tiers monde.

• Trois scénarios explorent l'hypothèse d'une *croissance durablement ralentie* dans les pays développés. Ils ont en commun avec le premier scénario les hypothèses touchant la poursuite de la libéralisation des échanges et l'absence d'affrontement tant au sein de l'O.C.D.E. que dans les relations Nord-Sud : dans le premier scénario, le ralentissement de l'accroissement du P.I.B. résulte d'un consensus sur de nouvelles valeurs, alors que ce consensus n'arrive pas à se former dans les deux autres scénarios où la croissance économique faible découle de conflits quant aux valeurs et d'une inadaptation des structures à la réalisation de performances économiques élevées. Ces deux derniers scénarios se distinguent

par l'évolution relative des productivités dans les pays développés : tandis que l'un conserve l'hypothèse de convergence des productivités au sein du monde développé, l'autre suppose la divergence (1).

— Le scénario de *nouvelle croissance*.² Il est plus stable et moins conflictuel que d'autres s'il s'étend à l'ensemble des pays, mais sa genèse se heurte à de multiples obstacles dans la mesure où les différents groupes sociaux ou les différents États, qu'ils soient du « Nord » ou du « Sud », ont de fortes chances de suivre des évolutions divergentes. Une issue possible? L'apparition de « poches » de nouvelle croissance au sein de scénarios à forte composante stagflationniste et protectionniste. Dans ce scénario, la croissance annuelle de l'O.C.D.E. se réduit à 3,4 %, la part de l'O.C.D.E. dans le P.I.B. mondial tombe à 50 % tandis que celle du Tiers monde atteint 32 % au lieu de 30 % précédemment.

— Quant au scénario de *stagflation convergente*, il a été construit pour donner pour les pays développés les mêmes résultats que le scénario précédent en termes de P.I.B. Mais la réalité est bien différente : Même en 1990, le chômage continue à inclure une composante structurelle; l'ajustement structurel est rendu plus difficile par l'absence de croissance; la permanence de la libéralisation des échanges risque de se heurter à un refus socio-politique de l'ajustement structurel dans certains pays du Nord; quant aux différentes zones du Tiers monde, elles sont atteintes, mais de manière diverse, par le ralentissement de l'expansion de l'O. C. D. E.

● Le scénario d'*affrontement Nord-Sud* part de l'hypothèse que les pays du Tiers monde (Chine et O.P.E.C. exclus), insatisfaits de la lenteur avec laquelle un nouvel ordre économique mondial se met en place adoptent au début des années 80 une politique d'autonomie collective. Ils augmentent rapidement les barrières commerciales aux importations venant de l'O.C.D.E. et accordent la priorité aux besoins de la partie pauvre des populations des P.V.D. De leur côté, les pays de l'O.C.D.E. renforcent leur coopération autour des U.S.A. et s'efforcent de libéraliser encore plus leurs échanges mutuels. Ils réduisent fortement l'aide publique au développement. L'évolution de départ est celle du scénario de stagflation convergente, mais l'hypothèse de rupture modifie la suite de l'évolution. Le résultat? Un fort ralentissement de la croissance qui tombe à 2 % par an pour la zone de l'O.C.D.E. et un revenu par tête dans le Tiers monde réduit de plus du quart à la fin du siècle. Au sein de l'O.C.D.E., les États-Unis sont moins affectés que la C.E.E. et surtout le Japon. Les différences entre les diverses zones du Tiers monde s'accroissent, car ce sont les zones les plus industrialisées (Amérique latine et Asie du Sud-Est) qui profitent en priorité des débouchés offerts par la rupture.

● Reste le scénario de *fragmentation*. Le point de départ de ce scénario est la très grande difficulté à s'adapter au type d'évolution décrit par le scénario de stagflation. En conséquence, les trois grands pôles du Nord multiplient les obstacles tarifaires ou non tarifaires aux échanges. Cette rivalité commerciale s'accompagne de relations Nord-Sud privilégiées (U.S.A. Amérique latine; C.E.E.-Afrique noire; Japon-Asie du Sud Est). Le scénario entraîne des changements profonds dans les secteurs industriels fortement dépendants des marchés internationaux, aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. Certes, à terme, la croissance globale retrouve des taux proches de ceux du scénario de stagflation mais les U.S.A. arrivent mieux à compenser l'extension du pro-

1. Ce dernier scénario ne sera pas commenté. La divergence ne commence d'ailleurs à produire des effets majeurs qu'au début du XXI^e siècle.

tectionnisme au sein de l'O.C.D.E. par le développement de leurs échanges avec l'Amérique latine. Le Japon est davantage touché. Quant à la Communauté Économique Européenne, elle est la plus affectée par le protectionnisme du Nord. Il est donc vraisemblable que des forces puissantes s'opposeraient à l'établissement durable de formes extrêmes de protectionnisme.

Une *évolution vraisemblable* combinerait donc certains des caractères des trois derniers scénarios, avec dans certains pays des tendances plus fortes en direction des nouvelles valeurs.

Derrière l'éventail des scénarios, se profilent en filigrane des *ruptures* qui sont du domaine du possible : l'aggravation de la rivalité politique et militaire entre les États-Unis et l'U.R.S.S.; le déchirement du Tiers monde entre les influences de l'Est et de l'Ouest; la prolifération des armes nucléaires; des changements politiques défavorables à l'Occident dans les grands pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient; l'effondrement de l'économie sud-africaine; une récession inflationniste déclenchée par une pénurie d'énergie; un manque de gouvernabilité croissant des démocraties conduisant soit à des troubles continuels et à des violences, soit à des régimes autoritaires; des famines importantes en Afrique et en Inde; des fluctuations violentes et incontrôlables des taux de change; une crise dans le remboursement des dettes internationales... Rupture ne signifie d'ailleurs pas nécessairement aggravation de la situation. Toutefois, *rien ne serait plus illusoire qu'une lecture des ordres de grandeurs proposés qui exclue les incertitudes majeures du futur.*

C'est en gardant à l'esprit ces éventualités qu'il est possible de tirer des scénarios qui viennent d'être esquissés et des études mentionnées tout au début un certain nombre de conséquences qui méritent réflexion.

UN ÉCHANTILLON DE FAITS MAJEURS

Puisqu'il ne peut être question ici de prétendre à la moindre exhaustivité, nous nous limiterons à trois faits majeurs :

Le premier de ces faits est que *l'évolution la plus vraisemblable est loin d'être satisfaisante* : la croissance lente actuelle des économies développées se poursuit pendant une quinzaine d'années avec permanence du chômage structurel. La coordination des politiques conjoncturelles continue à être insuffisante et l'adaptation structurelle se fait tant bien que mal à l'abri de mesures protectionnistes indirectes dirigées contre des importations en provenance à la fois des autres régions industrialisées et du Tiers monde. Certains pays font preuve d'une plus grande souplesse d'ajustement, notamment le Japon, et la productivité y augmente sans que la productivité d'aucun autre pays constitue une sorte de plafond. Les gouvernements arbitrent difficilement entre les demandes traditionnelles toujours vivaces et les nouvelles demandes émanant de minorités actives.

Le Tiers monde se différencie. Dans les continents pauvres, certains pays tentent des stratégies de développement réformistes ou radicales pour mieux satisfaire les besoins de base de la majorité, mais la réussite de ces tentatives n'est pas assurée. Le Tiers monde essaie aussi d'organiser sa coopération, mais n'y réussit que très partiellement d'autant plus que subsistent ou se développent des liens préférentiels entre certaines zones du Nord et du Sud. Malgré le semi-protectionnisme, le redéploiement des activités économiques dans le monde continue intensément.

Du peuple, montent les aspirations non satisfaites : les gouvernements des pays développés ont à faire face aux revendications d'une population vieillissante qui exprime à la fois de nouvelles demandes et un fort besoin de sécurité; dans le Tiers monde, la pauvreté ne recule que lentement en pourcentage relatif et même beaucoup de pays où la croissance est rapide ont à faire face à de grandes difficultés.

Deuxième fait majeur : *les positions relatives des groupes de pays en part du produit brut mondial se modifient profondément :*

- La part des *États-Unis* décroît de 31 % en 1970 à 18/20 % à la fin du siècle. Pour la première fois, les États-Unis disposent à la fois d'atouts considérables (force militaire, ressources minières et agricoles, réseau de multinationales, puissance dans les technologies de pointe) et de faiblesses (situation des industries traditionnelles, déclin des villes, problèmes des minorités et de certaines formes de prolétariat, etc.). Une des grandes incertitudes de la situation mondiale proviendra de la manière dont se comporteront les États-Unis dans cette phase difficile de leur histoire.

- La part du *Japon* dans le P.I.B. mondial dépend beaucoup du scénario. Elle pourrait passer de 6 % en 1970 à 9/10 % en l'an 2000. La force du Japon? Son adaptabilité remarquable, ses modes d'organisation qui compensent sa faiblesse en ressources naturelles.

- La situation de la *Communauté Économique Européenne* est sous le signe de l'ambiguïté. La part dans le P.I.B. mondial est susceptible de décroître de 20 à 14/15 %, mais les pays d'Europe diffèrent selon leur adaptabilité structurelle et la Communauté reste pour cette raison un élément fragile du monde occidental.

- Le Tiers monde se différencie. En l'an 2000, au-dessus de la barre de 2 500 dollars U.S. 1976, des pays dont la population représente environ 760 millions de personnes. Pays d'Extrême-Orient comme la Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong, Singapour, la Malaisie, les Philippines. Pays d'Amérique latine comme le Mexique, le Brésil, le Venezuela, l'Argentine. En-dessous de la barre de 300 dollars U.S. 1976 : 1 650 millions au lieu de 1 280. Le problème de la pauvreté absolue ne peut être résolu. En Afrique et en Asie du Sud, dans son scénario de base, la Banque Mondiale fait décroître de 630 à 540 millions le nombre de ceux en état de pauvreté absolue. Quant à la Chine, il ne serait pas exclu que son taux de croissance se situe entre 6 et 7 % par an.

Le monde de la fin du siècle apparaît encore plus complexe et plus divers que celui de 1978.

Troisième fait majeur : *l'interdépendance s'accroît.* Qu'il s'agisse d'énergie, de matières premières, d'agriculture, de flux financiers. En se limitant, à titre d'exemple, à l'industrie, on devrait observer une exacerbation de la concurrence entre les acteurs industriels des pays les plus développés, cette concurrence interférant avec un jeu plus vaste auquel participeront les pays de l'Europe du Sud, du Tiers monde et de l'Europe de l'Est. Dans certains scénarios, le Tiers monde réaliserait, Chine comprise, de 23 à 25 % de la production industrielle mondiale à la fin du siècle. Si, comme dans la déclaration de Lima, la Chine est exclue du calcul tant au numérateur qu'au dénominateur, la part du Tiers monde s'élèverait à 18 % (à comparer aux 7 % de 1973). Mais, les besoins du Tiers monde sont si immenses que cette part doit beaucoup moins préoccuper les pays développés que la forme de l'industrialisation. A cet égard, on peut légitimement craindre que toute une série de facteurs

soit en train de susciter un gaspillage mondial du capital et du travail en conduisant à l'adoption généralisée de technologies intensives en travail. Le résultat? Dans certains pays en développement, l'emploi croît moins vite, le revenu se diffuse moins, les marchés de grande consommation augmentent plus lentement qu'il ne serait possible. Dans les pays développés, la concurrence du Tiers monde ne résulte pas toujours de l'état véritable des avantages comparatifs... Aussi, peut-on prévoir que le mélange d'éléments politiques et économiques intervenant dans le développement industriel sera encore plus complexe demain qu'hier.

TROIS INTERROGATIONS FINALES

A quelles interrogations conduit cet examen des perspectives de l'économie mondiale d'ici à la fin du siècle? Pour nous, citoyens des pays développés, à trois questions principales :

- Quelles politiques de développement économique et social devons-nous choisir en fonction de l'évolution interne de nos sociétés et du contexte international dans lequel elles sont plongées?
- Quelles stratégies devons-nous adopter à l'égard du Tiers monde pour contribuer à un développement plus harmonieux de l'humanité?
- Comment peut s'instaurer la coopération renforcée entre les gouvernements qui va devenir nécessaire pour gérer l'interdépendance mondiale?